Acte 9 : la mobilisation des gilets jaunes s’amplifie

Samedi 5 janvier, les gilets jaunes avaient fait la démonstration que la mobilisation était repartie de plus belle après la « trêve de Noël ». Samedi 12 janvier, la mobilisation a franchi un seuil, malgré la répression et les menaces du gouvernement. C'est un échec cuisant pour Macron.

La veille de cette grande journée, Castaner avait prévenu les manifestant.e.s : toutes celles et tous ceux qui se rendraient aux manifestations seraient considéré.e.s comme complices des « casseurs » et considéré.e.s comme tels par les forces de répression. Pourtant, les gilets jaunes ont déferlé dans toute la France, et Castaner a été obligé de reconnaître qu'il y avait plus de manifestant.e.s que la semaine dernière : 84.000 contre 50.000 le 5 janvier. Ces chiffres sont grossièrement sous-estimés mais ils traduisent néanmoins l'amplification de la mobilisation.

Nous avons recensé le nombre de manifestant.e.s par villes et par types de sources (police, médias dominants, gilets jaunes) : **ICI**

A Paris, le gouvernement annonce 8.000 manifestant.e.s. Nous étions beaucoup plus nombreux/ses, sans doute plus de 20.000. La principale manifestation est partie de Bercy à 11h pour aller ensuite à Bastille puis a convergé vers les Champs-Elysées. Elle a grossi tout au long du parcours. Le fait qu'elle ait été déclarée a permis de massifier le mouvement. Elle s'est passée sans encombre tant que les flics sont restés discrets. Notre parti, le NPA, a été la seule organisation de la gauche politique et syndicale à former un cortège au cœur de la manifestation, drapeaux déployés.

Malgré le mépris et l'inaction de la confédération de la CGT, l'Union Départementale 75 de la CGT a eu le mérite d'appeler à un rassemblement ce samedi en convergence avec les Gilets Jaunes. Cependant, du fait d'un appel trop tardif, un manque de préparation, et une localisation géographique faisant bande à part, celui-ci n'a rassemblé qu'une grosse centaine de personne. La rassemblement est tout de même parti en manif sauvage de la place de l'hôtel de ville à République pour y rejoindre Solidaires à 13h. Ce type de rassemblement doit se faire avec les Gilets Jaunes et non à l'écart de ceux-ci et doit être réellement préparé pour permettre aux syndiqué·e·s encore réticent.e.s de se lancer dans le mouvement.

Puis les flics ont réprimé les manifestant.e.s pacifiques autour de la place de l'Etoile. Des manifestant.e.s ont été grièvement blessé.e.s, notamment par des tirs de flashball au visage. Puis de multiples manifestations spontanées ont essaimé dans Paris, avec une répression sauvage de la police. On recense plus de 240 interpellations en France, dont 156 rien qu'à Paris. C'est énorme, et le gouvernement montre ainsi sa volonté de poursuivre sa répression féroce des gilets jaunes.

En régions, les manifestations ont été là aussi bien plus grosses que samedi dernier, et parfois elles ont été plus massives que début décembre. La mobilisation est particulièrement importante dans le sud-ouest (Toulouse, Bordeaux, La Rochelle, Perpignan) et en Normandie (Rouen et Caen). Et également à Bourges, où un appel à converger au "centre" de la France a reçu un large écho. Dans beaucoup de villes, y compris les plus petites (comme Bar-le-Duc dans la Meuse), la répression a été très dure, et les manifestant.e.s ont montré leur détermination à faire face aux provocations policières. Des barricades ont été érigées dans de nombreuses villes.

Le gouvernement et les médias martèlent en boucle leur condamnation des violences des gilets jaunes. Pourtant, la condamnation des « violences » des manifestant.e.s recule : elle passe de 69% début décembre à 63% aujourd'hui (https://twitter.com/IfopOpinion/status/1084070758110949376). Bizarrement, aucun sondage ne demande aux gens s'ils condamnent la violence des forces de répression...

Le gouvernement n'est pas parvenu à venir à bout du mouvement des gilets jaunes. Le mouvement a montré sa force et sa détermination. Des voix s'élèvent et se font de plus en plus entendre contre les violences policières et pour l'amnistie des gilets jaunes. Le mouvement va se poursuivre. Mais il faudra franchir un nouveau seuil pour vaincre Macron et sa politique. Des gilets jaunes interpellent les directions syndicales pour qu'elles cessent de protéger Macron et pour qu'elles appellent à la grève. C'est aujourd'hui la question clé : il faut se battre pour imposer la rupture du dialogue social aux directions syndicales et pour imposer un véritable plan de mobilisation. C'est la question de l'appel à la grève générale qui doit être posée face à un gouvernement qui liquide nos acquis sociaux et qui s'attaque à nos libertés fondamentales.

Martinez sombre dans l'indécence la plus crasse. Jeudi 10 décembre, il a osé dire que « *la CGT ne peut pas se rallier à ceux qui demandent la suppression des cotisations sociales* » alors que ce type de mot d'ordre réactionnaire est avancé par personne ! Martinez est obligé de mentir sur les gilets jaunes pour justifier son inaction. C'est honteux : Martinez doit être mis en minorité pour que la CGT lance un appel clair à la mobilisation avec les gilets jaunes pour bloquer le pays !

Sur tous nos lieux de travail, nous devons poser dès lundi la question de la convergence avec les gilets jaunes. Il faut amplifier encore la mobilisation pour l'Acte 10 des la mobilisation samedi prochain. Et surtout, il faut poser la question de la grève et du blocage du pays. C'est le moment !

Crédit photo : https://www.parismatch.com/Actu/Societe/A-Paris-plusieurs-millier--de-gilets-jaunes-manifestent-dans-le-calme-1599167

Gaston Lefranc, le 13 janvier 2019